

Brahim Ennouhi, initiateur du musée du Cheikh Omar à Akka

Brahim Ennouhi, initiateur du musée du Cheikh Omar à Akka «Les autorités locales, dont le gouverneur, avaient visité à plusieurs reprises le musée depuis son ouverture en 2001» Agé de quatre-vingts ans, Brahim Ennouhi est natif d'Akka. Très tôt, il quitte son Akka natale pour aller s'établir à Casablanca où il s'adonne à la vente de pièces détachées usagées d'automobiles. A l'âge de vingt ans des circonstances l'engagent dans les rangs de la résistance ensuite dans l'Armée de Libération où il sert dans le domaine logistique. En 1960, il se retrouve au sein de l'Union Nationale des Forces Populaire (UNFP) à sa fondation et travaille dans le journal Attahrir. C'est à partir de cette période de journalisme que l'idée des archives commence à bourgeonner dans son esprit pour aboutir, des décennies plus tard, à l'idée du musée d'Akka. Entretien : L'Opinion: Dans quelles circonstances Votre intérêt pour la documentation a commencé ? Brahim Ennouhi: Je pense que ça a commencé quand j'ai pris contact avec le monde de la presse en 1960. C'est en fait Fquih Basri qui m'avait proposé de travailler au journal Attahrir de l'UNFP. Comme d'autres parmi les anciens de l'Armée de Libération qui cherchaient du travail dans le fonctionnariat et auxquels il rendait service, il m'avait demandé si je voulais travailler dans une administration. Je lui ai dit que je voulais rester libre. Alors il m'a orienté vers le journal Attahrir. A ce moment-là, comme j'ai été chargé du rayon de documentation, je commençais à connaitre ce qu'étaient les clichés, les photos, les articles, les dépêches de la MAP. J'avais la fonction de dispatcher les différentes

dépêches selon les rubriques. L'importance de la photo et du document prenait à mes yeux de la valeur de plus en plus et je commençais à m'y intéresser. Mais il faut attendre bien des années plus tard, soit à partir de 1983, pour que je commence sérieusement à collecter des documents écrits et iconographiques à la manière d'un collectionneur passionné. De plus, mes parents étaient de la famille de Touzounine, famille des Caids qui gouvernaient dans cette localité. De ce fait, la famille avait hérité d'un ensemble de documents d'archives de grande importance pour l'histoire de la région. Mais comment pouvais-je savoir que ces documents existaient ? Je n'en avais aucune idée. Jusqu'à ce que je tombe sur le livre de Mokhtar Soussi «Khilal jazoula» (A travers Jazula) 3ème tome, qui a été pour moi une révélation. J'étais un jour en train de lire ce livre quand je suis tombé sur un passage où mon grand-père cheikh Omar était mentionné. Mokhtar Soussi m'a éveillé à l'existence de quelque chose dont je n'avais absolument aucune idée auparavant. Je me suis rendu compte soudain qu'il y avait toute une bibliothèque, des documents sur Tindouf, le Soudan, montrant les relations entre la région d'Akka et le Sahara. Cela m'a encouragé à nourrir l'idée de conservation de tous ces documents dans un musée. Puis, il y a eu aussi des nationalistes de la résistance et de l'Armée de Libération qui m'avaient encouragé et stimulé par des avis et des conseils. L'Opinion: Avez-vous reçu une aide Pour l'aménagement du musée ? Brahim Ennouhi: Il y a eu une convention signée avec l'Agence de Développement des Provinces du Sud pour aménager les locaux du musée et effectivement nous avons eu les équipements pour le pompage de l'eau et l'aménagement d'une partie de la bâtisse, mais les travaux n'ont malheureusement pas été achevés ce qui fait qu'il y a beaucoup de documents et pièces de musée qui ne sont pas exposés, faute de locaux appropriés. L'Opinion: Qu'en est-il de cette histoire De «détention d'armes sans justificatif» ? Brahim Ennouhi: C'est à mon sens un problème politique. Car le musée était ouvert depuis 2001, il y a onze ans, et cette affaire est déclenchée en 2012. Les autorités locales, le gouverneur et les gendarmes se trouvent compromis dans cette affaire puisqu'ils avaient visité à plusieurs reprises le musée depuis son ouverture en 2001 sans réagir. Ils savaient donc que ces restes d'armes et munition qui datent des années cinquante ne sont plus utilisables et constituent uniquement des moyens d'illustration au même titre que les débris d'une jeep et d'un hélicoptère ramassés sur les lieux de combats de l'Armée de Libération. Si les armes en question constituaient un danger, ils devaient en avertir leurs supérieurs en l'occurrence le parquet. Ils ne l'ont pas fait. En 2008, nous avions reçu des délégations des Nations Unis et des officiels américains. Sur le livre d'or du musée il y a des traces du passage de ces personnalités, les marocaines comme les étrangères. Le procès qu'on m'a intenté m'a fait beaucoup de mal. Heureusement, il y a eu le soutien de la LMDDH et l'IMDH qui se sont solidarisées avec moi et m'ont soutenu depuis le début et je les remercie ici du fond du coeur. Dans la suite du procès ma défense compte bien convoquer ces responsables qui avaient visité le musée depuis 2001. L'Opinion: Dans la brochure de présentation Du musée il est indiqué qu'il s'agit aussi d'un musée des oasis. Brahim Ennouhi: Il y a en effet en dehors du volet central de l'Armée de Libération d'autres volets dans le musée relatifs aux gravures rupestres dont notre région est très riche, les casbahs etc. Il est à espérer que le musée participe au rayonnement des oasis d'Akka et région. Mais ce qui m'intéresse le plus dans ce projet depuis le début et qui me parait essentiel, c'est de restituer l'histoire de l'Armée de Libération et empêcher qu'elle ne soit falsifiée, une histoire restituée aussi bien dans ses aspects positifs que négatifs. Publié le 29 - 11 - 2012 Source Web: maghress